



Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

De la Nature et des Hommes

www.sepanso40.fr



Cagnotte le 24 avril 2022 - Transmission électronique : pref-amenagement@landes.gouv.fr

Commune de MESSANGES - Participation du public hors procédure particulière

Consultation du 28 mars au 29 avril 2022

Demande de défrichement pour un projet d'extension d'un camping « camping de la côte » sur une superficie de 00ha 98a 97ca

Ce dossier doit être étudié comme une Artificialisation des sols même si au niveau du PLU il est compatible. Il devrait donc faire logiquement l'objet d'un avis défavorable dans cette commune littorale

Hydrologie du site

L'étude de perméabilité et du niveau de la nappe dans le cadre de la faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales et l'étude d'impact du projet sur les eaux souterraine et superficielles réalisée par le bureau d'étude **permet d'obtenir qu'une identification ponctuelle du sol aux emplacement et sur la profondeur (faible)des sondages réalisés. Les textes règlementaires imposent une étude globale : une étude ponctuelle semble insuffisante.**

Le terrain est contigu à deux cours d'eau ainsi qu'un réseau de fossés drainant le secteur du camping et ses alentours qui essaye d'évacuer les eaux de ruissellement avec beaucoup de difficulté puisque la nappe phréatique est à 0.60 m par rapport au terrain naturel. **Compte tenu des battements la nappe se trouve affleurante** (il aurait été intéressant d'avoir les profondeurs et cote de la nappe sur la partie déjà existante). Pour le BRGM le site se situe en zone sujette aux débordements de nappe. Nota Bene : tous les sondages réalisés présentaient du sable saturé en eau.

De plus les résultats de perméabilité concernant le ruissellement permettent de dire que le site est peu perméable et que ce dossier doit être revu en présentant une étude plus précise. Les contraintes pour la gestion des eaux pluviales ne respectent pas les prescriptions du PLUI.

La solution envisagée pour la gestion des eaux pluviales sur chaque emplacement ne paraît pas acceptable. L'inondabilité du terrain paraît avérée. La solution présentée à la page 19 ne garantit pas des conditions normales de qualité de vie pour les vacanciers. Chacun reconnaît aujourd'hui que des pluies exceptionnelles sont récurrentes...

La présence de zones humides sur le secteur d'étude aurait dû conduire à classer le secteur en zone à protéger (Loi n°2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages), d'autant que la présence de flore protégée au niveau national est reconnue. Contrairement à ce que conclut l'étude on n'a pas affaire seulement à 636 m2 de zone humide ; l'ensemble de la parcelle est affectée par les eaux superficielles.

Écologie

Le terrain est en zone humide (à proximité de zones protégées ZSC FR 7200718 et ZNIEFF type 1 n° 720001982 et 720001981) - Présence de chênes lièges et deux espèces (flore) à protéger.

La demande de défrichement ainsi que la compensation forestière ne sont pas satisfaites. A ce sujet la SEPANSO tient à faire observer que la réponse apportée par la DDTM le 20/12/2021 soit toujours la même : « *Dans le cas d'une autorisation de défrichement, votre projet sera soumis au titre de l'article L.341-6 du Code forestier à des mesures de compensation du défrichement par le versement au Fonds stratégique de la Forêt et du Bois d'une indemnité d'un montant équivalent aux travaux de boisement compensateur et à la mise à disposition du foncier soit en résineux 3700 €/ha x 0ha 98a 97ca x Coefficient multiplicateur retenu....* »

En effet il semble avéré que le Fonds stratégique de la Forêt et du Bois soit plafonné et que lors que le plafond est atteint les sommes versées aillent au budget général de l'État ; ainsi nous n'avons aucune garantie que la demande de défrichement soit effectivement compensée tant pour la préservation de la biodiversité que pour celle du climat.

L'état de conservation et de ce fait le niveau des enjeux résultat du tableau 4 n'est pas acceptable suite à notre visite in-situ. Le bureau d'étude semble avoir minimisé les impacts du projet.

La présence d'espèces protégées (lotier hispide, trèfle à fleurs penchées, ciste à feuilles de sauge et la laiche faux-souchet) nécessite une demande de destruction d'espèces protégées (pour lesquelles la SEPANSO émettra un avis défavorable)

La destruction du boisement entrainera la suppression de zone de nidification pour des oiseaux protégés et à protéger. La destruction des haies semble une idée monstrueuse quand on sait le rôle capital que celles-ci jouent en particulier pour les populations de passereaux dont les effectifs ne cessent de décliner. Cette érosion programmée de la biodiversité est inacceptable.

Concernant le potentiel de développement en Energie renouvelable pour l'extension et l'existant du camping de la côte il y a des possibilités sur les bâtiments et les mobil homme ainsi que les parkings.

Urbanisme

Loi Littoral - Le porteur du projet répond à la MRAe : « *Les terrains du projet d'extension du camping sont situés en continuité de l'agglomération de Vieux-Boucau et sont enclavés entre divers campings existants. Le projet est donc compatible avec la Loi littoral* ». La SEPANSO tient à faire remarquer que si cette réponse semble pertinente, le projet va porter préjudice à la circulation des espèces (trame verte garantissant les continuités écologiques)

De même le porteur de projet répond : « *les terrains considérés sont situés dans une zone définie comme constructible au PLUi de MACS, lequel a été approuvé en 2020 après contrôle de la légalité exercé par la Préfecture des Landes* ». La SEPANSO tient à rappeler que ce PLUi de MACS a fait l'objet de multiples recours au Tribunal administratif ; il y a donc une insécurité juridique avérée.

La SEPANSO tient à rappeler les rôles fondamentaux des végétaux dans l'environnement :

- Ils tempèrent le climat local (micro-climat)
- Ils facilitent la pénétration des eaux pluviales dans les sols
- Ils consomment ces eaux pluviales pour croître (risque de remontée de nappe)

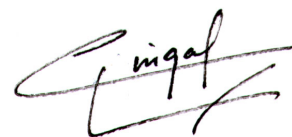
Leur disparition sera donc tout à fait néfaste.

.../...

Conclusion :

La SEPANSO LANDES émet un avis défavorable pour cette extension et réaménagement ainsi que pour le défrichement et la destruction des espèces protégées pour les raisons suivantes :

- **Zone humide sur l'ensemble du projet**
- **Nappe phréatique affleurante, parfois apparente au niveau du terrain naturel**
- **Présence de faune et flore protégées**
- **Suppression des haies existantes**



Georges CINGAL
Président Fédération SEPANSO Landes
Secrétaire Général Fédération SEPANSO Aquitaine
1581 route de Cazordite - 40300 Cagnotte
+33 5 58 73 14 53
Georges.cingal@orange.fr
<http://www.sepanso40.fr>